



2/06/2008

Agnès BRICARD-DI PIETRO  
Elisabeth LACROIX-PHILIPS

Patrick BRICARD  
Mario CAPUNAY  
Nadine LEGUILLOU  
Carlos REBELO

## Le crédit d'impôt recherche

### 2<sup>ème</sup> partie : LE CREDIT D'IMPOT RECHERCHE (CRI) :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le régime du crédit d'impôt de recherche est le suivant :

- 1) Les entreprises industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles et imposées au bénéfice réel, **peuvent déduire de l'impôt sur leurs résultats** :
  - 1.1. **30 % de leurs dépenses de recherche** (calculées par année civile) jusqu'à 100 millions € puis 5 % au-delà (avant 2008, c'était 5 % jusqu'à 8 millions € et plus rien au delà, plus 45 % de l'augmentation de l'année n par rapport à la moyenne de  $n-1 + n-2$ ),
  - 1.2. **Pour certaines entreprises c'est plus** :
    - pour les entreprises bénéficiant pour la 1<sup>ère</sup> fois du CRI, c'est 50 % la 1<sup>re</sup> année et 40 % la 2<sup>e</sup> année ;
    - pour les entreprises n'ayant pas depuis 5 ans bénéficié d'un CRI.
- 2) Les dépenses à considérer pour le CRI sont sans rapport avec les dépenses à activer ou à comptabiliser en charges :
  - le mieux est de voir **l'imprimé 2069-A** à remplir pour demander le CRI ;
  - on peut se demander d'ailleurs s'il ne faut pas créer en comptabilité **un compte général regroupant les dépenses de recherche admises fiscalement** ; on peut citer :
    - l'amortissement des immobilisations de recherche (à condition qu'elles aient été acquises neuves et après 1990), des brevets acquis pour la recherche,



- **la charge de rémunération des personnels de recherche** (pas de secrétariat et autres soutiens et il y a des majorations possibles ; exemple : les salaires servis aux docteurs comptent double),
- **les dépenses de fonctionnement forfaitairement admises pour 75 %** de la charge de rémunération des personnels de recherche,
- **les charges de recherche donnée en sous-traitance** (charges prises en compte de manière complexe ; exemple : en principe plafond de 10 millions € par an mais possibilité de majoration),
- **les dépenses pour de nouvelles collections** dans les entreprises industrielles du textile-habillement-cuir.

Par contre, on doit déduire les subventions publiques reçues pour la recherche (mais à rajouter l'année de leur remboursement si elles sont remboursables)

3) Le CRI s'impute sur l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur les revenus à payer de l'année des dépenses :

→ Si l'exercice est clos le 30.06. n, le CRI de l'année civile n-1 s'impute sur l'impôt dû pour 01.07.n-1/30.06.n.

- Le CRI excédentaire de n **s'impute sur les impôts des 3 années suivantes** (n+1,n+2,n+3) . Après ces 3 ans et s'il en reste, le solde est remboursé.
- Là aussi, il y a des **exceptions** :  
→ Exemple : pour les entreprises nouvelles, le CRI excédentaire est **remboursé la 1<sup>re</sup> année.**
- En cas de fusion (ou apport partiel), l'excédent est transféré à la société bénéficiaire de l'apport.
- [Lettre DGE n° 31 de janvier 2008](#)

**Rappel : Guide du Crédit d'Impôt Recherche – janvier 2006**